



PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté mettant en demeure Monsieur Franck et/ou Monsieur Sylvain Kutsche de régulariser la situation administrative des installations d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage de véhicules ou de différents moyens de transports hors d'usage (VHU) exploitées sur la commune de Jaux (DÉFAUT D'ENREGISTREMENT)**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 11 octobre 2017 portant nomination de M. Louis Le Franc, préfet de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 13 juin 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite inopinée du 30 avril 2019 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la présence de :

- plusieurs véhicules non roulants (hors d'usage) sur un terrain d'environ 900 m<sup>2</sup>,
- pollution des sols par les liquides moteurs,
- pièces détachées diverses sur l'ensemble du site et du matériel nécessaire à leur démontage ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

- rubrique 2712 : Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup> et inférieure à 30 000 m<sup>2</sup>. Cette installation est soumise à enregistrement ;

Considérant que l'installation dont l'activité a été constatée lors de la visite du 30 avril 2019, relève du régime de l'enregistrement et est exploitée sans l'enregistrement requis par l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure le ou les exploitant(s) de régulariser la situation administrative des activités exercées sur la commune de Jaux ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise,

**A R R Ê T E**

**Article 1** – Monsieur Franck Kutsche et/ou Monsieur Sylvain Kutsche exploitant(s) une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage au 190 Route Nationale à Jaux, est (sont) mis en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant en préfecture un dossier de demande d'enregistrement ;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé dans un délai de 3 mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc..).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

**Article 2** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

**Article 3** – La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens 14 , rue Lemerchier 80011 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** – Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Jaux pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Jaux fait connaître, par procès-verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique installation classée au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classées/Par-arrêtés>

**Article 5** – Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Jaux, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais le 01 AOUT 2019

Pour le Préfet  
et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Dominique LEPIDI

Destinataires

Messieurs Franck et Sylvain Kutsche

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de Jaux

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours